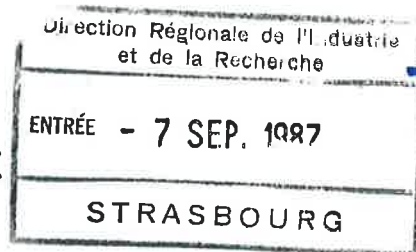


BR/IK

ARRETE



N° 85 570 DU 10 août 1987 portant  
imposition de prescriptions complémentaires.

LE PRÉFET, COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE  
DU DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN

*Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée et notamment ses articles 18 et 34 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 69-413 du 15 février 1982 autorisant la Société Nouvelle d'Impression de PFASTATT (SNIP) à poursuivre l'exploitation de ses activités d'ennoblissement textile à PFASTATT et notamment son article I.2.4. ;
- VU les courriers de l'exploitant en date du 30 novembre 1984 et du 8 juillet 1985 dans lesquels il signale la cessation des activités de ses ateliers de gravure sur métaux et de traitements électrolytiques des métaux ;
- VU la convention, signée le 13 novembre 1986, fixant les modalités de participation financière de la société TEXUNION à PFASTATT aux dépenses d'investissement et de fonctionnement de la station d'épuration de l'agglomération mulhousienne ;
- CONSIDERANT que des mesures doivent être prises en vue de protéger les intérêts énumérés à l'article 1er de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;
- VU le rapport de la direction régionale de l'Industrie et de la recherche, chargée de l'inspection des installations classées en date du 13 mai 1987 ;
- VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène en date du 25 juin 1987 ;
- SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin ;

.../...

## A R R E T E

### Article 1<sup>er</sup>

Il est pris acte du changement de raison sociale de l'exploitant de l'usine d'ennoblissement textile à PFASTATT LE CHATEAU. L'arrêté préfectoral n° 69-413 du 15 février 1982 est ainsi applicable à la société TEXUNION S.A. dont le siège est à PARIS, 88 rue de Rivoli.

### Article 2

Les articles II.1. et II.12 de l'arrêté préfectoral n° 69-413 du 15 février 1982 sont abrogés. L'exploitant devra remettre les anciens ateliers de gravure sur métaux et de traitements électrolytiques ou chimiques des métaux dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 juillet 1976.

### Article 3

L'arrêté n° 69-413 du 15 février 1982 est complété par les dispositions suivantes.

## TITRE I

### REJET DES EAUX RESIDUAIRES

### Article 4

La société TEXUNION est autorisée à faire traiter ses eaux résiduaires dans la station d'épuration gérée par le SIVOM de l'agglomération mulhousienne dans les conditions figurant au présent titre.

.../...

## Article 5

### 5.1. Caractéristiques de l'effluent rejeté vers la station d'épuration du SIVOM

Les flux de polluants ne dépasseront pas les normes suivantes :

- DCO : 5 700 kg/jour
- MEST : 700 kg/jour.

Le rapport DCO sera inférieur ou égal à 3

-----  
DBO<sub>5</sub>

Les mesures des grandeurs ci-dessus sont faites sur l'effluent brut non décanté.

Le volume des rejets ne devra pas dépasser 5 600 m<sup>3</sup>/jour.

Le pH de l'effluent sera compris entre 5,5 et 9,5.

Le rejet de produits organochlorés ou de chrome hexavalent est interdit.

Les rejets de plomb, mercure ou cadmium seront inférieurs aux limites de détection.

Les rejets en hydrocarbures seront inférieurs à 10 mg/l (selon la norme NFT 90-203).

Ces limitations de rejet sont fixées pour une production quotidienne de l'ordre de 40 t de tissu traité (sortie d'usine).

### 5.2. Objectifs

Les objectifs suivants sont fixés à l'industriel :

- réduction du rejet spécifique d'eaux résiduaires à 115 m<sup>3</sup> par tonne de tissu traité à l'horizon 1990.

.../...

- réduction de la charge de pollution spécifique à 115 kg de DCO par tonne de tissu traité à l'horizon 1990.

L'industriel fournira à la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche chargée de l'inspection des Installations Classées un rapport annuel récapitulant les résultats des mesures d'auto-surveillance fixées ci-après et justifiant la situation des rejets par rapport aux objectifs.

### 5.3. Auto-surveillance et contrôles

L'article I.2.5. de l'arrêté préfectoral n° 69-413 du 15 février 1982 est remplacé par les dispositions suivantes :

- le point de rejet unique de l'industriel dans le réseau d'assainissement public devra comporter les aménagements permettant la mesure et l'enregistrement permanent des débits et volumes des effluents rejetés et de leur pH, ainsi que l'échantillonnage permanent des eaux résiduaires.
- un échantillon représentatif des rejets sur 24 heures sera constitué quotidiennement par un dispositif de prélèvement automatique, aisément accessible. Cet échantillon fera l'objet des mesures quotidiennes suivantes : pH, MEST, DCO sur effluent brut. Une mesure de la DBO<sub>5</sub> et des hydrocarbures totaux (NFT 90-203) sera effectuée chaque semaine.

Les échantillons prévus pour les déterminations à fréquence hebdomadaire seront constitués à partir des échantillons journaliers.

Ces résultats ainsi que le volume quotidien des eaux résiduaires seront relevés dans un registre prévu à cet effet. Ces données seront transmises à l'inspecteur des installations classées selon les modalités qu'il fixera. Le niveau de production de l'usine sera également communiqué.

.../...

La mesure de la DCO sur effluent brut pourra être remplacée par celle de la DCO après décantation de deux heures si le rapport entre ces deux grandeurs, sur une période minimale de trois mois, reste sensiblement constant.

Si, après une période d'observation d'au moins 6 mois, il apparaît une corrélation satisfaisante entre les résultats, la mesure journalière de la DCO peut être remplacé par une mesure en continu de la DTO ou du COT accompagnée de mesures hebdomadaires de la DCO.

La fréquence des analyses des autres éléments pourra être modifiée après accord de l'inspecteur des installations classées, compte tenu de l'évolution des résultats.

Les déterminations imposées par le présent article seront effectuées à la charge de l'industriel soit dans le laboratoire de l'usine, soit dans un laboratoire agréé.

L'inspecteur des installations classées pourra imposer à l'industriel tout prélèvement et analyse complémentaires des eaux résiduaires par un organisme agréé soumis à son approbation, les frais afférents seront à la charge de l'industriel.

Les enregistrements des appareils, ainsi que les résultats d'analyse visés au présent article seront conservés par l'industriel et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant au moins trois ans.

Les dispositions du présent article ne font pas obstacle aux mesures complémentaires pouvant être imposées par le gestionnaire du réseau d'assainissement public.

.../...

## TITRE II

### OUVRAGES DE TRANSIT DES EAUX RESIDUAIRES

#### Article 6

Une étude technique et financière précisant la nature et le coût des travaux nécessaires pour éviter toute infiltration des eaux résiduaires dans le sous-sol avant rejet dans le réseau collectif (ces travaux consisteront en l'étanchéification des bassins existants, l'aménagement des réseaux pour un rejet direct dans l'ouvrage du SIVOM ou toute solution présentant des garanties équivalentes) sera remise à la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche, chargée de l'inspection des Installations Classées, avant la fin de l'année 1987.

#### Article 7

Un arrêté préfectoral complémentaire fixera l'échéancier de réalisation de ces travaux.

## TITRE III

### LIMITATION DES REJETS DE SOLVANTS DANS L'ATMOSPHERE

#### Article 8 :

Les consommations de solvant (white spirit) seront inférieures aux normes suivantes :

Consommation totale annuelle maxi (sur la base d'une production d'imprimés pigmentaires de 3 000 t).

.../...

ANNEE	Consommation annuelle (tonnes)
1987	500
1988	400
1989	350
1990	350
1991	300

L'industriel fournira à la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche chargée de l'inspection des Installations Classées un rapport annuel justifiant des niveaux de consommation de solvant par rapport aux normes ci-dessus.

.../...

TITRE IV

PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

Article 9- Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du code du travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même code.

Article 10- La présente autorisation cessera d'avoir effet dans le cas où les activités mentionnées ci-dessus n'auront pas été mises en exploitation avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter du jour de la notification ou si leur exploitation est interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 11- Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet, Commissaire de la République, dans le mois suivant la prise de possession.

Article 12- L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation dudit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

Article 13- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 14- La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (code de l'urbanisme, code du travail, voirie, etc...).

Article 15- Le secrétaire général de la préfecture, le commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de MULHOUSE, le maire de PFASTATT, le directeur régional de l'Industrie et de la recherche chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs des services d'incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Fait à COLMAR, le 10 août 1987

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE

Pour le Préfet,  
Commissaire de la République  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

signé : Bertrand LABARTHE

Pour ampliation,  
Le Chef de Bureau délégué

  
Pierre PAULET